

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Mardi 9 décembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le neuf décembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la commune du Val d'Hazey, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie – salle du conseil, quartier d'Aubevoye, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe COLLAS, Maire, et en présence de :

Messieurs BLONDEL, COULIBALY, DARTOIS, FERLONI, GRILLAT, JARRY, LEGENDRE, LEJEUNE, SAINTIER, THIERRY, THOREL,

Mesdames BENOIT, BRIATTE, CALVARIO, DANIEL, HERSANT, JORAND, PAIN, PAPI, PERRETO, PINSON, ROUSSEL.

Absents excusés :

Madame CHABANI
Madame CHALUPET
Madame NEVEU
Madame TREMOLLIÈRES

Absents :

Madame MONOT
Madame VAN ELSUE
Monsieur BOUFELLE
Monsieur LEVAIGNEUR

Absents ayant donné pouvoir :

Madame NEVEU à Monsieur GRILLAT

Secrétaire de séance :

Monsieur LEJEUNE

Date de la convocation :

2 décembre 2025

Nombre de conseillers :

| | |
|----------------|-----------|
| En exercice | 31 |
| Présents | 23 |
| Pouvoirs | 1 |
| Votants | 24 |

**04-09-12-25 : AVIS SUR LE BILAN D'APPLICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT
SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (PLUI VALANT SCOT)**



Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Schéma de Cohérence Territoriale (PLUi valant SCoT) a été approuvé le 19 décembre 2019 et qu'il convient de procéder à une analyse des résultats d'application du document d'urbanisme avant l'expiration d'un délai de six ans, à compter de sa date d'approbation. Les résultats de cette analyse donnent lieu à une délibération du conseil communautaire après consultation des communes portant sur la validation du bilan présenté et sur l'opportunité de réviser ou non le PLUi valant SCoT.

L'Agglomération Seine-Eure a procédé à la réalisation d'un bilan de l'application du document sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs relatifs à :

- La consommation foncière et la densification,
- La qualité urbaine, architecturale et paysagère,
- La protection de l'environnement, du patrimoine et des ressources,
- La production de logements et la mixité sociale,
- La mobilité et les déplacements,
- Le développement économique et touristique.

Ce bilan, annexé à la présente délibération, met en avant des résultats en adéquation avec les orientations et objectifs formulés dans le PADD, permettant de justifier le maintien du PLUi valant SCoT en vigueur, sans engagement d'une procédure de révision à ce stade :

- La consommation foncière a fortement diminué par rapport à la période antérieure, traduisant une meilleure maîtrise de l'étalement urbain et une dynamique de densification accrue ;
- La production de logements demeure soutenue, permettant de répondre aux besoins d'accueil tout en favorisant la mixité sociale ;
- La préservation de l'environnement et des paysages est assurée par le maintien des zones naturelles et agricoles, la prise en compte de la Trame Verte, Bleue et noire (TVBn) ;
- La qualité architecturale et paysagère est renforcée grâce à l'évolution du règlement ;
- La mobilité durable est encouragée par l'amélioration de l'offre de transport collectif et le développement des mobilités douces et partagées.

Au regard de ces éléments et du bilan annexé à la présente délibération, il est proposé aux membres du conseil municipal d'émettre un avis favorable, un avis favorable assorti avec réserves ou un avis défavorable, sur le bilan des six ans et le maintien en vigueur du PLUi valant SCoT.

Le bilan est en annexe de l'ordre du jour.

Le Conseil Municipal,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-57 et suivants ;

VU le Code de l'urbanisme, notamment l'article L.153-27 ;

VU l'arrêté préfectoral DRCL/BCLI/ n° 2015-59 en date du 7 décembre 2015 portant modification des statuts en conférant la compétence d'élaboration des documents d'urbanisme à la Communauté d'Agglomération Seine-Eure ;



VU l'arrêté préfectoral DELE/BCLI/2019-15 en date du 14 juin 2019 portant création de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure et de la Communauté de communes Eure Madrie Seine à compter du 1er septembre 2019 ;

VU les statuts de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure ;

VU la délibération n°2019-339 en date du 19 décembre 2019 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Seine-Eure approuvant le PLUi valant SCoT ;

VU le bilan réalisé par l'Agglomération Seine-Eure faisant état de l'analyse des résultats d'application du PLUi valant SCoT approuvé le 19 décembre 2019 ;

CONSIDÉRANT la nécessité de procéder à l'évaluation du PLUi valant SCoT, six ans après son approbation ;

CONSIDÉRANT que cette analyse porte sur les résultats de l'application du PLUi valant SCoT au regard des objectifs fixés par le PADD (habitat, mobilité, environnement, paysages, etc.) ;

CONSIDÉRANT que ce bilan met en évidence une bonne adéquation entre les orientations du PADD et la mise en œuvre opérationnelle du PLUi valant SCoT, et qu'il n'est pas nécessaire d'engager une révision du document ;

CONSIDÉRANT que le document d'urbanisme a déjà fait l'objet de plusieurs procédures d'évolutions permettant de garantir son adaptation aux évolutions locales et nationales ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient aux communes membres d'émettre un avis sur le bilan et sur l'opportunité d'engager ou non une procédure de révision du PLUi valant SCoT ;

Sur proposition du rapporteur

À l'unanimité

ÉMET un avis favorable sur le bilan de l'application du PLUi valant SCoT tel que présenté, et considère qu'il n'est pas nécessaire, à ce stade, d'engager une procédure de révision.

DIT que la délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et sera transmise à la Communauté d'Agglomération Seine-Eure.

Fait à Le Val d'Hazey, le 09 décembre 2025

✓ Certifie le caractère exécutoire de cet acte
✓ Informe que cette délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de 2 mois à compter de l'obtention du caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi via l'application informatique « Télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Le Maire,



Philippe COLLAS

